



Intervention au Congrès National 2011 de Nancy

Chers amis, bonjour à toutes et tous,

Nous sommes à la veille d'une année importante dont nous espérons tous qu'elle nous permettra de voir un changement politique dont l'école pourra bénéficier. Les enjeux sont de taille !

Sur Paris, il n'y a plus d'enfants scolarisés de moins de 3 ans et nous devons être très vigilants pour que les enfants qui auront 3 ans entre octobre et décembre soient scolarisés.

Le Baby boom est passé par là ! s'il y a davantage d'enfants, on en scolarise moins ! Ces enfants du babyboom arrivent aujourd'hui au collège et ça devient plus compliqué !

Le contexte actuel n'est évidemment pas une surprise ! pourtant l'année dernière, l'affectation des élèves en 6^{ème} a été très chaotique.

Tous ces derniers mois, nous avons mis une forte pression sur l'académie et sur la ville de Paris dans son rôle départemental. Mais à la veille de l'envoi des notifications d'affectation, la situation n'est pas mieux gérée que l'année dernière. Une vingtaine de collèges parisiens n'ont pas assez de place pour accueillir les élèves de leur secteur.

Le nécessaire n'a pas été fait et aujourd'hui à Paris, on s'assoie sur le code de l'éducation. C'est une nouvelle forme d'assouplissement de la carte scolaire qui se met en place. Un drôle d'assouplissement qui permet aux principaux de choisir les enfants qu'ils inscriront et ceux qui devront se trouver un autre collège. Un drôle d'assouplissement qui permet que des enfants de 11 ans se retrouvent en juin sans savoir dans quel collège ils pourront avoir une place !

Dans ce contexte en constante dégradation, notre fédération a fait valoir nos revendications, rappelées ce matin par Jean-Jacques, concernant notamment le lycée, les rythmes scolaires, les remplacements et bien d'autres. Sur certains de ces sujets, le CDPE75 a une analyse qui diffère de celle des instances nationales notamment sur la réforme du lycée et sur le débat sur les rythmes scolaires. Nous avons pensé et nous pensons toujours qu'il s'agit de poudre aux yeux et les observations que nous faisons aujourd'hui nous donnent plutôt raison. La réforme des lycées ne fait l'objet d'aucun accompagnement, les équipes pédagogiques font ou pas, et font comme elles l'entendent. Finalement l'élément le plus important de la réforme est l'autonomie des établissements acquise à cette occasion et dans le même temps la rupture du principe d'égalité territoriale.

Globalement l'accompagnement personnalisé est un soutien disciplinaire et le tutorat n'est même pas mentionné comme devant être mis en place. Quant aux groupes de compétences en langues, au mieux ils déroutent les enseignants... Même chose pour le tronc commun de première dont on peut entrevoir l'intérêt mais qui permet de justifier à Paris des dizaines de fermetures de classes en lycées. L'objectif est clair, on veut des classes de 35 élèves, en moyenne, sur l'ensemble des lycées parisiens et donc des classes de 40 élèves dans certains lycées. La réforme du lycée se révèle être un formidable levier pour y parvenir.

Côté fonctionnement de notre fédération, nous n'avons pas non plus que des motifs de satisfaction. Nous avons par exemple été interloqués par la réponse qui nous a été donnée lorsque nous avons reçu un fichier de transfert issu de Norma qui n'était pas cohérent ; il paraît que plus on a d'adhérents plus on a de risque d'erreurs. Norma est un vrai souci qui mobilise beaucoup trop d'énergie depuis trop longtemps déjà.

Ces désaccords, ces différences de point de vue, ces problèmes à gérer sont inhérents à toute organisation. Dans une fédération telle que la nôtre, les modalités de fonctionnement doivent être constamment interrogées, adaptées, corrigées. Dans une fédération comme la nôtre, il faut nous donner les moyens du débat sur tous les sujets.

Et débattre ça ne veut pas dire être tous d'accord. Débattre, ça veut dire avancer des arguments, développer des idées différentes. Et pourquoi pas, proposer une motion. Oui une motion est bien un outil de débat mais une motion qui ait du contenu, une motion qui soit une proposition pas une motion dont l'objectif est davantage la division que la construction d'un projet commun.

Les enjeux pour les mois à venir sont de nous fédérer, plus que jamais, pas de nous diviser. Nous devons faire le nécessaire pour que ce soit le cas.